



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle - Aquitaine**

**ARRÊTÉ portant mise en demeure  
de respecter des prescriptions techniques**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**SUEZ RV CHARENTE LIMOUSIN**

**Z.E. de La Braconne  
16600 Mornac**

**Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du mérite**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 et L. 515-41 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux régissant l'établissement SUEZ sis à Mornac datés des 23 juin 2006, 13 novembre 2006, 7 février 2007, 7 février 2013 et 1<sup>er</sup> août 2016 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 6 février 2026 et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel du 6 février 2026, rapport qui fait suite à la visite d'inspection du 3 février 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel, sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire, en date du 23 février 2026 ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 3 février 2026, les non-conformités suivantes ont été observées :

- les dispositions constructives du bâtiment papier ne sont pas conformes aux exigences requises (coupe-feu 2h) ; de plus, les murs coupe-feu dudit bâtiment présentent des défauts susceptibles de remettre en cause leur intégrité (article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé) ;

- les dispositifs permettant de garantir une obturation des réseaux confinant les eaux d'extinction sur site, ne sont pas à fonctionnement automatique (article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé) ;
- les zones de stockage de liquides inflammables et de déchets inflammables ne disposent pas de dispositifs permettant de limiter la propagation d'un incendie par les écoulements d'effluents enflammés (article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé) ;
- les zones de dépotage de gasoil non routier (GNR) et de gasoil ne sont pas associées à une rétention conforme à la prescription (article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé) ;
- l'établissement ne dispose pas d'un plan de défense incendie conforme à la prescription (article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé) ;
- l'exploitant ne réalise pas de rondes dans l'ensemble des zones de stockage de déchets, deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site (article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé) ;
- les batteries ne sont pas entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention (article 6-VI de l'arrêté ministériel du 8 juin 2018 susvisé) ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks des déchets et des produits entreposés sur site, état des stocks qui doit être tenu à jour conformément aux périodicités réglementaires (article 13-IV de l'arrêté ministériel du 8 juin 2018 susvisé) ;

**Considérant** que les non-conformités relevées par l'inspection lors d'un contrôle du 3 février 2026 – non-conformités en lien avec la prévention et la maîtrise du risque incendie et avec la prévention des pollutions dans l'environnement – constituent des manquements aux dispositions d'arrêtés préfectoraux et ministériels susvisés applicables à l'établissement Suez de Mornac ;

**Considérant** que ces inobservations sont susceptibles d'entraîner une absence de maîtrise du risque incendie et de prévention des pollutions sur site ;

**Considérant** que, face à ces manquements et afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 (point I) du même code en mettant en demeure la société SUEZ, site de Mornac, de respecter les prescriptions des dispositions préfectorales et ministérielles suscitées ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Charente ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société SUEZ RV Charente-Limousin, exploitant des installations classées pour la protection de l'environnement sises ZE La Braconne à Mornac (16600), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- a) **sous un délai de huit mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé, en justifiant que les dispositions constructives du bâtiment papier sont bien coupe-feu 2 h (REI120) et que les murs coupe-feu dudit bâtiment ont bien fait l'objet de rebouchages des divers trous présents par des matériaux qualifiés coupe-feu 2 h ;
- b) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé, en garantissant l'arrêt systématique de la pompe de relevage de la seconde lagune étanche du site dès la détection incendie en place, et ce

pour permettre un confinement sur l'emprise de l'installation des eaux d'extinction d'incendie ;

c) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 74.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé, en associant les zones de stockage de liquides inflammables et de déchets inflammables à des dispositifs permettant de limiter la propagation d'un incendie par les écoulements d'effluents enflammés (par exemple regards coupe-feu immergés au plus près de ces zones) ;

d) **sous un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 74.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2016 susvisé, en associant les zones de dépotage de GNR et de gasoil à une rétention conforme ;

e) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, en dotant l'établissement d'un plan de défense incendie conforme et en le testant *in situ* ;

f) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, en réalisant systématiquement des rondes dans l'ensemble des zones de stockage de déchets deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

g) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 6-VI de l'arrêté ministériel du 8 juin 2018 susvisé, en entreposant les batteries du site dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés et conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention ;

h) **sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** : article 13-IV de l'arrêté ministériel du 8 juin 2018 susvisé, en réalisant un état des stocks répondant aux exigences réglementaires et avec une mise à jour aux fréquences requises (journalière pour les déchets dangereux et hebdomadaire pour les déchets non dangereux).

**Article 2 :** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne sont pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4 :** Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ et dont copie sera transmise à la mairie de Mornac.

L'arrêté est consultable à la préfecture de la Charente ainsi qu'à la mairie de Mornac.

Angoulême, le 7 4 FEV. 2026

P/Le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean Charles JOBART